

Liban : le chef de l'armée favori pour la présidence

[Home](#) [ACTUALITE](#) [International](#)

Par Georges Malbrunot

Mis à jour le 30/11/2007 à 20:21

Publié le 01/12/2007 à 20:20



La neutralité affichée par le général Sleimane lui permet d'être un candidat acceptable pour les partis libanais mais aussi pour la Syrie. Crédits photo : AFP

L'élection probable du général Michel Sleimane pourrait provisoirement dénouer la crise dans laquelle le pays du Cèdre est plongé depuis des mois.

Publicité



Les offres d'emploi Les opportunités à l'étranger et DOM TOM

[Découvrir](#)

1/5

Le chef de l'armée libanaise, Michel Sleimane, qui émerge après des mois de crise comme le favori pour le poste de président de la République, commande la seule entité en qui les Libanais ont gardé une certaine confiance. Le soutien que vient de lui apporter le dirigeant chrétien Michel Aoun, allié du Hezbollah chiite, a renforcé ses chances, même si l'élection d'un nouveau

chef de l'État qui aurait dû avoir lieu hier a été une nouvelle fois repoussée, cette fois au 7 décembre.

Le choix du général Sleimane n'est pas le plus simple, puisque son élection nécessiterait au préalable une modification de la Constitution, qui interdit aux hauts fonctionnaires de devenir chef de l'État. Néanmoins, après des mois de crise institutionnelle, ponctués d'assassinats ciblés et de menaces djihadistes, il est perçu aujourd'hui par une majorité de dirigeants libanais comme celui qui devrait leur permettre de maintenir un semblant d'ordre et d'unité. Le Liban est sans président depuis le départ d'Émile Lahoud à l'expiration de son mandat le 23 novembre.

Le général Sleimane, un chrétien maronite âgé de 59 ans, a su pendant sa carrière donner des gages à la Syrie. En 1998, sa nomination à la tête de l'armée ne put se faire qu'après accord de la puissance tutélaire. Et jusqu'au départ des troupes de Damas du Liban au printemps 2005, il rendait fidèlement compte chaque semaine au «proconsul» syrien au Liban, Rostom Ghazaleh. Dans cette tâche cependant, «il n'affichait pas de zèle et laissait d'autres faire le travail ingrat», reconnaît un militaire français qui l'a fréquenté.

Le général Sleimane se tint ensuite à égale distance des clans libanais qui se déchirèrent après l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, en février 2005. Quelques semaines après le crime, il laissa les manifestants antisyrriens défiler dans Beyrouth. En janvier 2007, il refusa également de disperser les nombreux opposants, proches de Damas, qui avaient décrété une grève générale.

Modus vivendi

Même si ses détracteurs pointent sa «faiblesse de caractère», sa neutralité affichée lui permet aujourd'hui d'être acceptable à la fois par la Syrie et par ses alliés de l'opposition libanaise, mais aussi par la majorité parlementaire, soutenue par Washington et Paris.

«Depuis 2005, il a bien géré les crises en cherchant à dépasser les clivages confessionnels», concède l'ancien général Tannous Mouawad, proche de la majorité antisyrrienne. Le général Sleimane s'enorgueillit d'avoir réduit les djihadistes retranchés au printemps dernier dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared dans le nord du Liban. Il a aussi, à son actif, le déploiement réussi de l'armée au Liban du Sud, après la guerre de l'été 2006 entre le Hezbollah et Israël. Cet homme de compromis a établi alors un modus vivendi avec le puissant Hezbollah, au terme duquel «ce dernier acceptait que l'armée se déploie dans le fief de la milice chiite au sud du Litani, en échange de quoi la troupe ne serait pas trop regardante sur les activités clandestines du Hezbollah au nord du fleuve», résume un observateur. Le président Sleimane pourra-t-il, toutefois, maintenir cet accord tacite, alors que la question de l'armement du Hezbollah sera une des premières à être posées par le prochain gouvernement ?

Seule fausse note dans le parcours de Michel Sleimane : son acquisition frauduleuse d'un passeport français, en 2004, lorsque la présence syrienne au Liban commençait à devenir incertaine. Il s'en expliqua maladroitement, avant de rendre le document de voyage aux diplomates français à Beyrouth. «Ses ennemis peuvent s'en servir pour dire qu'il cherchait alors une porte de sortie du Liban», note un ancien militaire.